

<https://www.snetap-fsu.fr/CTEA-du-5-mai-2022-la-declaration-liminaire-du-SNETAP-FSU.html>



# CTEA du 5 mai 2022 : la déclaration liminaire du SNETAP-FSU

- Nos Actions - Le SNETAP dans les instances - Comité Technique de l'Enseignement Agricole (CTEA) -

Date de mise en ligne : lundi 9 mai 2022

---

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

---

« Lors de l'entre-deux tours, Emmanuel Macron a promis de faire de ce quinquennat un quinquennat écologique et de léguer un monde vivable. C'est une belle promesse. Elle doit engager davantage que ceux qui y croient. Elle doit engager celui qui l'a formulée. Nous avons souligné de grandes lacunes dans le volet environnemental du programme du candidat Macron. Pour tenir cette promesse d'un monde vivable et d'un quinquennat écologique, le président Macron devra aller au-delà de ce programme avec des chantiers prioritaires à mener : la gouvernance, le dialogue avec les acteurs de la transition écologique, les indicateurs de performance et plusieurs grands projets législatifs déjà au calendrier, sans oublier les importantes régressions du droit de l'environnement que nous avons subies, et qu'il faudra réparer ». (France Nature Environnement)

Nous, représentant.es des personnels de l'enseignement agricole public pourrions signer cette déclaration des deux mains en l'adaptant aux fins de non recevoir qui furent les nôtres tout autant que celles de la représentation nationale au Sénat comme à l'Assemblée 5 années durant ! Il est bien temps d'annoncer une loi d'orientation agricole pour qu'enfin les budgets alloués permettent à l'outil public de formation d'être au rendez-vous des défis sociaux, environnementaux, alimentaires et de santé qui sont encore devant nous !

Bon, n'ayons pas l'esprit chagrin... durant ce nouveau quinquennat « La priorité sera donnée à l'école et à nos enseignants » (Emmanuel Macron). « Et celui-ci de promettre « une révolution complète du lycée professionnel ». Son modèle ? L'apprentissage. Pour réformer cette voie souvent choisie par défaut, marquée par le décrochage et une insertion professionnelle peu satisfaisante, il veut « un partenariat beaucoup plus étroit avec les entreprises » et des lycéens professionnels « rémunérés pour leur temps d'entreprise, comme le sont les apprentis ». Concrètement, le projet du président prévoit d'augmenter de 50 %, pour les lycéens professionnels, les périodes passées en entreprise. En terminale, cette période en milieu professionnel devrait même occuper la moitié de leur temps. Modernisme ou retour en arrière ? » (Le Figaro)

Les promesses n'engagent que celles et ceux qui les écoutent ou les reçoivent... Soyons honnêtes... parfois mieux vaudrait ne pas en entendre certaines et moins encore les voir mise en oeuvre... Mais, disons-le, si le message du second tour de l'élection s'avérait ne pas vraiment avoir été entendu, alors la démocratie sociale qui a eu bien du mal à exister 5 ans durant tâchera de reprendre ses droits, et à défaut nous saurons prendre nos responsabilités et appeler à la mobilisation autant qu'il sera nécessaire.

Mais cessons là ce mauvais esprit, que d'aucuns qualifieraient sans doute de premières escarmouches « de saison » (la seconde en l'occurrence), alors qu'il est vrai que les 3 coups de cette nouvelle représentation quinquennale n'ont de fait même pas encore été frappés... il faudra en effet attendre pour cela que les urnes aient une fois de plus parlé à la mi-juin... sachant que d'ici là notre organisation ne manquera pas, avec d'autres, de reprendre par le menu ce que les différentes mesures des programmes de gouvernement « encore à l'établi » auraient (ou auront) comme traduction dans nos établissements, pour nos élèves et pour nos conditions de travail ! Un agent citoyen et électeur averti en valant deux...

Recollons donc nos pieds au sol et revenons-en aux annonces de rentrée qui nous sont propres et qui commencent à se dessiller à mesure que s'égrainent les [CTREA](#)... car il y a de quoi faire !

Ainsi, force est de constater que les perspectives qui se dessinent ne sont toujours clairement pas réjouissantes. En région PACA, les seuils ouvrant à dotations viennent d'être annoncés comme étant unilatéralement établis à 19, que les classes actuelles aient des effectifs de 16 ou de 36. Évidemment, au-delà des effets que cela aurait sur nos capacités de recrutement, cela place les équipes face à des injonctions paradoxales : recruter au-delà au sacrifice de la qualité des enseignements ou bien respecter les moyens offerts au sacrifice des élèves et de leurs familles...  
**INACCEPTABLE !**

Il en est malheureusement de même pour ce qui concerne les assistants d'éducation, la région Centre-Val de Loire est de ce point de vue un cas d'école, dont les crédits à grand renfort de calculs de points non explicités et autre rebasage de dotation qui en découlent continuent manifestement d'être revus quand les effectifs élèves baissent mais non abondés quand ces effectifs augmentent... DELETÈRE ! Les annonces du mois de mars en région Bourgogne Franche Comté sur ces mêmes dotations [AE](#) sont par ailleurs extrêmement inquiétantes également avec une baisse imposée par le niveau central d'un poste d'AE par [EPLEFPA](#) pour la rentrée.

Pour finir, et échapper à ce qui reprend le chemin non d'une ambition pour l'outil public de formation, mais d'une sinistrose au-dessus du jardin, on terminera notre propos sur les velléités affichées par circulaire [DGER](#) de rapprochement de centres [CFA/CFPPA](#), point sur lequel nous sommes amenés à échanger ce jour faute d'avoir eu l'occasion de pouvoir le faire avant sa parution, sont également préoccupantes. Si le directeur de cabinet du ministre a bien répondu à notre saisine en indiquant que cela s'effectuerait « *où et quand cela est possible* », « *en respectant le caractère localement volontaire de la démarche* », cela demeure pour nous un moyen de mutualiser des moyens en dépit des identités propres prévues par le code rural, qui plus est sans garantie sur les méthodes employées.

Mais pour boucler la boucle... rassurons-nous... Après cinq ans d'expérience du pouvoir et une crise sociale de grande ampleur, Emmanuel Macron dit s'être « *converti à une nouvelle doctrine : le changement, ça prend un peu de temps* ». C'est en tout cas ce qu'a promis le président-candidat qui sera investi « *sobrement* » samedi. Fini le réformateur fougueux promettant de déverrouiller d'un seul coup son vieux pays, le Jupiter passant outre les corps intermédiaires ? « *Je veux changer de méthode* », a-t-il ainsi déclaré le 17 mars dernier en présentant son programme... Et bien vue de chez nous... il reste encore pour le moins du chemin à parcourir !

Paris, le 05-05-22